

Professionnalisation du métier de la coiffure féminine comme levier de l'insertion sociale des filles déscolarisées : cas du quartier commerce de Bouaké

AKA Yah Jostiline épouse SOMIAN

Université Alassane Ouattara

(Bouaké, Côte d'Ivoire)

somianjostiline@gmail.com

Péyéna LOFIGUE

Université Alassane Ouattara

(Bouaké, Côte d'Ivoire)

lofiguepeyenaserge@gmail.com

Résumé

Cet article examine la professionnalisation du métier de la coiffure féminine comme levier de l'insertion sociale des filles déscolarisées dans la ville de Bouaké. Dans un contexte marqué par le décrochage scolaire et la rareté des emplois formels, la coiffure apparaît comme une activité accessible favorisant l'acquisition de compétences et d'autonomisation économique. L'étude repose sur une approche qualitative mobilisant des entretiens, des observations de terrain et une analyse documentaire. Le cadre théorique s'appuie sur la théorie du capital humain, la théorie du développement par le travail décent et l'approche par les capacités. Les résultats montrent que la coiffure permet aux déscolarisées de développer des savoir-faire techniques, générer des revenus et de réduire leur dépendance économique. Toutefois, l'informalité de la formation, l'absence d'outils de gestion financière et la précarité des conditions de travail limitent la durabilité de cette insertion. L'article souligne la nécessité de renforcer la professionnalisation du secteur pour consolider l'insertion sociale et économique.

Mots clés : *coiffure féminine, professionnalisation, insertion sociale, filles déscolarisées, autonomisation économique.*

Abstract

This article examines the professionalisation of the female hairdressing profession as a lever for the social integration of out-of-school girls in the city of Bouaké. In a context marked by school dropout and the scarcity of formal jobs, hairdressing appears as an accessible activity promoting the acquisition of skills and economic empowerment. The study is based on a qualitative approach involving interviews, field observations, and documentary analysis. The theoretical framework is based on human capital theory, the theory of development through decent work, and the capabilities approach. The results show that hairdressing allows dropouts to develop technical skills, generate income, and reduce their economic dependence. However, the informality of the training, the lack of financial management tools, and the precarious working conditions limit the sustainability of this integration. The article emphasises the need to strengthen the professionalisation of the sector to consolidate social and economic integration.

Keywords: female hairdressing, professionalisation, social integration, out-of-school girls, economic empowerment.

Introduction

La pauvreté est définie selon la Banque mondiale comme « **un état dans lequel une personne ou un groupe ne peut satisfaire ses besoins fondamentaux (alimentation, logement, éducation, santé).** » selon elle, depuis 2022, plus de 712 millions de personnes vivaient en situation d'extrême pauvreté soit dépensant moins de 2,15 dollars par jour. En 2024, ces résultats ont chuté par rapport à ceux de 2022 avec environ 692 millions. En dépit de cette régression, la pauvreté reste une réalité considérable en Afrique Subsaharienne. En effet, selon le PNUD plus de 60% de la population pauvre sont des femmes et des filles. Elles

travaillent dans l'économie informelle (petit commerce, artisanat, etc...) mais malgré leur participation active dans l'économie, elles gagnent en moyenne 34% de moins que les hommes pour avoir effectué le même travail. Ces résultats se révèlent très pertinents dans certaines régions d'Afrique telles que la côte d'ivoire.

L'INS (Institut National des Statistiques) en 2021, a fait part du résultat selon lequel 52% des femmes vivant en milieu rural en Côte d'ivoire sont considérées comme pauvres contre 46% en milieu urbain. Outre cela, celles-ci représentent 70% de la main d'œuvre agricole mais ont un accès limité à la propriété foncière. Elles jouent donc un rôle central dans l'économie locale (petit commerce, agriculture, transformation alimentaire comme l'attiéké, etc...) sans toutefois en tirer grand profit. Ces femmes sur lesquelles ces résultats sont axés, travaillent le plus souvent dans le secteur informel et vivent en zone rurale. Ce constat a poussé le gouvernement ivoirien à mettre en place plusieurs actions pour leur venir en aide et améliorer leurs conditions de vies. Nous pouvons citer comme action dans ce sens, le projet **SWEDD (Sahel Women's Empowerment and Demographics Dividende)** lancé en 2015. La côte d'ivoire s'est appropriée ce projet pour renforcer l'autonomisation des femmes et des filles pour permettre au pays de profiter du dividende démographique. Ces actions ont pu faire leurs preuves puisqu'en 2021, le taux de pauvreté est passé de 39,5 % en 2018 à 37,5 % (tresor.economie.gouv.fr).

Cependant, la progression n'étant pas énorme, la majeure partie de ces femmes s'orientent vers le métier de la coiffure. La coiffure féminine se caractérise par une

présence particulièrement marquée au sein des milieux populaires, tant ruraux qu'urbains. Tel est notamment le cas du quartier commerce de Bouaké, qui concentre un nombre significatif de salons de coiffure. Cette réalité confère ainsi toute sa pertinence au choix de cette zone comme terrain d'étude.

Dans un contexte de chômage féminin élevé et de pauvreté persistante, il devient pertinent d'analyser en quoi et comment le métier de la coiffure féminine contribue concrètement à la lutte contre la pauvreté ? Comment ce métier peut-il être un levier d'insertion sociale, économique et professionnelle ?

L'objectif de cette étude est de comprendre dans quelle mesure la professionnalisation du secteur de la coiffure féminine peut-elle contribuer à offrir de réelles perspectives d'avenir aux jeunes filles déscolarisées ?

Pour atteindre cet objectif, il doit falloir :

- Évaluer les sources de revenu et les opportunités économiques générées par la coiffure féminine ;
- Identifier les impacts du métier sur l'autonomisation financière et sociale de ces femmes ;
- Etudier les obstacles rencontrés par ces coiffeuses (formation, financement, statut social, organisation).

Pour y parvenir, cette introduction s'appuiera sur la méthodologie de recherche.

I- Méthodologie de recherche

Cette étude adopte une démarche qualitative et descriptive accompagnée par les données quantitatives. Elle est centrée sur la compréhension de manière à approfondir le rôle de la professionnalisation du métier de la coiffure féminine dans l'insertion socio-économique des filles déscolarisées. Le choix de la méthode mixte se justifie par la nécessité de confronter les données chiffrées (revues, formation, conditions de travail) et les points de vues des enquêtés afin d'obtenir une compréhension globale de l'étude. L'étude a été menée dans le quartier commerce, de la ville de Bouaké, au sein de la région du Gbêkê, entre décembre et fin janvier 2025. Ce site est reconnu pour sa forte concentration d'activités commerciales et artisanales ; dont un nombre important de salons de coiffure féminine.

L'échantillon a été constitué de manière raisonnée (combinant échantillons probabilistes et non probabilistes) selon la logique du choix théorique (Tashakkori A et Teddlie C, 2010, p 152), afin d'obtenir une diversité de points de vue sur la compréhension du secteur coiffure féminine. Il comprend 40 enquêtés, répartis entre 5 coiffeuses professionnelles, 25 apprenties coiffeuses en apprentissage ou en début d'activités, 5 responsables d'atelier ou formatrices dans le domaine de la coiffure et 5 agents du service local de l'emploi ou de la formation professionnelle. Ces participantes ont été sélectionnées ; réparties selon leur âge, leur niveau d'instruction et leur expérience dans le domaine de la coiffure. Ce choix permet de recueillir des

données variées et représentatives de la diversité des parcours.

Les outils de collecte

La collecte des données s'est appuyée sur plusieurs instruments complémentaires les entretiens semi-directifs, fondés sur un guide d'enquête pour recueillir les témoignages et les perceptions des coiffeuses sur leur parcours ; leur formation ; leurs revenus et leurs aspirations ;

-Les observations directes : pour analyser les conditions de travail ; l'organisation des salons ; la relation apprentie /patronne et les pratiques professionnelles réalisées pendant l'enquête ;

-le questionnaire élaboré : pour collecter des données quantitatives sur l'âge, le niveau d'étude ; les revenus ; la durée d'exercice et les conditions économiques ;

-la recherche documentaire (rapports du ministère de la femme ; de la famille et de l'enfance ; du ministère de l'emploi et de la formation professionnelle ainsi que des études du projet SWEDD sur l'autonomisation des jeunes femmes sanitaires, archives hospitalières et travaux antérieurs sur les maladies infantiles locales).

Les entretiens ont été conduits en français, enregistrés avec consentement éclairé en vue d'une meilleure transcription. Les données qualitatives ont été analysées selon la méthode de l'analyse de contenu thématique (Bardin, 2013) axé sur la formation ; le parcours d'insertion ; les

conditions de travail, les obstacles de la professionnalisation et les revenus mensuelles du métier sur la vie des coiffeuses. Quant aux données quantitatives, elles ont été traitées à l'aide d'outils statistiques (fréquences moyennes, pourcentages) afin de dégager des tendances générales. L'analyse s'est appuyée sur la triangulation des informations pour garantir la fiabilité et la validité des données (Olivier de Sardan, 2019).

Les théories utilisées ont été respectivement :

- la théorie du capital humain (Becker G, 1964), selon laquelle l'éducation et la formation sont des investissements qui augmentent la productivité et les chances d'insertion sur le marché du travail. Dès lors la formation professionnelle en coiffure permet aux filles déscolarisées d'acquérir des compétences techniques et relationnelles constituant un capital humain valorisable, leur permettant d'accéder à une activité génératrice de revenus et de s'insérer économiquement. La coiffure féminine peut être analysée comme un vecteur de construction de capital humain pour des jeunes exclues du système scolaire formel.

-La théorie du développement par emploi décent (organisation internationale du travail, OIT ,1999). Cette théorie se base sur le développement durable. Elle démontre que le développement durable passe par la création d'emplois décents, productifs, sécurisés et rémunérateurs ; ainsi de nombreuses activités économiques essentielles se développent hors du cadre informel et participent à la survie des populations. En effet la coiffure féminine est un secteur

informel des opportunités d'emploi accessibles aux jeunes filles exclues du système scolaire.

La théorie des capacités développée par AMARTYA Sen (1985-1999) postule que le développement ne se mesure pas uniquement par le revenu, mais par la capacité réelle des individus à choisir, agir et transformer les ressources disponibles en opportunités effectives. Nous l'avons mobilisée pour expliquer l'impact néfaste de l'absence des outils de gestion financière dans le domaine de la coiffure féminine. Cette théorie des capacités vient renforcer la théorie du capital humain, en montrant que les compétences techniques seules sont insuffisantes sans compétence de gestion.

Sur le plan éthique, l'étude a respecté les principes de confidentialité, de respect des participants et de restitution des résultats. Les entretiens ont été réalisés après autorisation des responsables des salons de coiffure, conformément aux recommandations de la recherche anthropologique en milieu sensible (Razy et Bonnet, 2015). Cette méthodologie vise à favoriser un climat de confiance propice à la sincérité des témoignages. Cependant, quels sont les résultats obtenus ?

II-Résultats

Les données issues de l'enquête menée auprès des salons de coiffure féminine du quartier commerce de Bouaké révèlent que la majorité des apprenties (70%), et des coiffeuses professionnelles (20%) interrogées sont des filles

déscolarisées ou n'ayant pas achevé l'enseignement secondaire. Pour ces dernières, l'apprentissage de la coiffure représente une alternative réelle au chômage et à l'oisiveté leur permettant d'accéder rapidement à une activité génératrice de revenu.

Dans l'approfondissement de l'enquête, 10% des responsables administratifs (agents municipaux chargés des affaires sociales, les représentants des ministères de la femme, de l'enfant et de la famille, les responsables de centres de formation aux métiers de coiffure féminine) nous ont instruit sur les stratégies à adopter pour développer ce métier qui apparait incontournable dans la réduction de la pauvreté féminine.

II-1 les sources de revenu et les opportunités générées par la coiffure féminine

II-1-1 les sources de revenu des coiffeuses

Les enquêtées mentionnent que leurs sources de revenu proviennent de quatre grandes prestations que sont :

- Les prestations de service

Ces prestations sont liées à la coiffure proprement dite (tresses africaines, rasta, vanille, natte), les défrisages, les tissages, et les poses de perruques. Selon les coiffeuses, le prix de ces coiffures est facturé selon la complexité de celle-ci qui varie entre 1000f et 5000fcfa.

- La vente de produits cosmétiques

Selon les enquêtées, la commercialisation des produits tels que les shampoings et produits de traitement, huiles et crèmes capillaires, les cheveux synthétiques, mèches,

perruques et les accessoires (perles, filets, bonnets, colles...) constitue une seconde source de revenu. Selon un témoin, les accessoires sont essentiels dans la mesure où la combinaison production-service permet d'accroître les marges et de fidéliser la clientèle. Une autre coiffeuse nous a fait savoir qu'elle peut souvent se retrouver avec un bénéfice d'au moins 10000f par jour dans la vente de ces produits.

- Les frais mensuels reversés par les apprenantes

Les patronnes de salon bénéficient également des revenus de l'apprentissage à travers les frais d'inscription, les paiements mensuels de formation et production interne réalisé par les apprenties. Ici, il faut souligner que les frais d'inscription et formation diffèrent d'un salon à un autre allant (10000 à 25000 et de 5000 à 10000) en fonction de la situation géographique, de l'affluence, de la commodité et de la qualité de la formation. L'apprentissage constitue donc un système économique à part entière tout en assurant la transmission des compétences.

- Les prestations à domicile

La majorité des coiffeuses affirment que les prestations à domicile concernant les mariages, les baptêmes sont souvent mieux rémunérées et renforcent les opportunités professionnelles. Pour elles, ces prestations peuvent être estimées à 100.000 FCFA et plus en fonction du nombre de jours et de l'ampleur de l'événement.

Au vu de ce qui précède, la coiffure est un métier qui nourrit son homme et rend indépendant dans la mesure où une patronne de salon confirme qu'elle peut pendant les jours

favorables percevoir la somme de 35000 à 50000FCFA quotidiennement.

II-1 -2 les opportunités générées par le métier de la coiffure

Le métier de la coiffure offre une porte d'entrée rapide dans la vie active sans nécessité de hauts diplômes scolaires. Il représente une alternative au chômage et encourage la construction d'une identité professionnelle. Parmi les enquêtées, les 70% des filles déscolarisées déclarent que grâce au revenu régulier, elles acquièrent une amélioration de leur statut social. La coiffure devient un moyen d'ascension sociale et économique. Cela rejoint les travaux de l'entrepreneuriat féminin (Brush). Le métier de la coiffure féminine apparaît comme un secteur économique stratégique. Il génère des revenus diversifiés, des opportunités d'insertion et une forte dynamique entrepreneuriale, surtout pour les filles déscolarisées et les femmes de milieu populaire. Ainsi, il contribue significativement à la réduction de la pauvreté et au développement socioéconomique local.

La coiffure féminine s'affirme comme une activité stratégique de transformation économique et sociale jouant un rôle majeur dans la lutte contre la pauvreté et la précarité féminine

II-1-3 Les impacts du métier de la coiffure sur l'autonomisation financière et sociale de ces femmes

L'analyse des données recueillies sur le terrain révèle que le métier de la coiffure féminine joue un rôle déterminant dans l'autonomisation multiforme des femmes.

II-1-3-1 impact sur l'autonomisation financière ***II-1-3-2 accès à des revenus réguliers et stables***

La majorité des coiffeuses interrogées déclarent un revenu quotidien 2500 à 5000, même si les montants varient selon la clientèle et le type de coiffure ainsi que les jours. Ces revenus assurent la couverture des besoins fondamentaux (alimentation, transport, éducation, soins). En fonction de ce sujet, une coiffeuse s'exprime en ces termes : « un vaut mieux que zéro. Le fait même d'avoir l'argent chaque jour nous permet de nous épanouir et de prendre surtout soin de nos enfants ». C'est une activité qui assure une sécurité financière minimale. Elle favorise la dépendance économique à l'égard du conjoint, de la famille ou des personnes tutrices. Les enquêtées sont unanimes que le gain récolté à travers ce métier chaque jour leur permet d'être considérées et associées dans les prises de décision.

Cet accès régulier à l'argent confirme les postulats de la théorie du capital humain, selon laquelle la maîtrise d'une compétence technique valorisable sur le marché du travail améliore les perspectives économiques des individus.

II-1-3-4 impact sur l'autonomisation sociale

II-1-4 Renforcement du statut social et reconnaissance communautaire

L'enquête montre que les femmes économiquement actives dans la coiffure sont perçues comme responsables, indépendantes et contributives au bien-être familial. Tout cela renforce leur estime de soi et de la confiance personnelle. Les responsables des salons de coiffure déclarent ressentir une valorisation personnelle, une fierté liée à la compétence et un sentiment de réussite. A travers l'observation directe, nous avons remarqué que les salons de coiffure situés dans les zones animées deviennent souvent des lieux de rencontre et de socialisation. Ils offrent aux femmes un réseau social, une solidarité professionnelle et des échanges sur les pratiques économiques et sociales facilitant l'émancipation collective. Au final, ce métier, s'affirme comme une activité stratégique de transformation économique et sociale, jouant un rôle majeur dans la lutte contre la pauvreté et la précarité féminines.

II-1-5 les obstacles rencontrés par les coiffeuses dans leur parcours de professionnalisation

Malgré le rôle central du métier de la coiffure dans l'autonomisation économique et sociale des femmes, plusieurs contraintes limitent encore la pleine réalisation de leur potentiel. Les données du terrain révèlent quatre catégories majeures de difficultés : la formation, le financement, le statut social et l'organisation interne du travail

II-1-5-1' obstacles liés à la formation
II-1-5-1-1' accès limité à une formation
professionnelle structurée

Les apprenties ont souligné que la formation dans les écoles de coiffure et ses accessoires sont coûteux car selon elles, le prix annuel de formation y compris l'inscription s'élèvent à 150000 f, sans les uniformes et le transport journalier. De plus, elles affirment que « dans les écoles de formation, l'apprentissage est difficile et la maîtrise est moins rapide." Cela à cause du manque de la pratique compte tenu de l'insuffisance de stage sur le terrain. Ce fait ne favorise pas une connaissance plus approfondie de nouveaux modèles de coiffure. La majorité des apprenties apprennent dans les salons de façon informelle où l'apprentissage repose surtout sur l'observation. Aucun certificat officiel n'est délivré. A cela s'ajoute l'obstacle lié à la gestion financière.

II-1-5-1-2 Obstacle lié à la gestion financière

La gestion financière constitue un enjeu central pour le fonctionnement et le développement des salons de coiffure. En effet, de nombreuses coiffeuses exercent leur activité sans cadres comptables structurés. Les recettes quotidiennes sont souvent confondues avec les dépenses personnelles, ce qui rend difficile l'évaluation réelle des bénéfices, des pertes ou encore la capacité d'investissement du salon. Un témoin nous dit ceci : « madame souvent quand je gagne quelque chose dans la journée ; je suis obligée de prendre dedans pour préparer ou régler un petit problème. À la fin, je ne sais même plus ce qui est vraiment entré pour le salon ». Ce témoignage montre la confusion fréquente

entre recettes professionnelles et dépenses familiales, phénomène amplifié par l'absence de système comptable formalisé.

Effectivement pendant l'entretien, il est ressorti que la gestion financière cause d'énormes difficultés. Une responsable déclare qu'elle a participé à une tontine dans le but de développer son salon mais cela n'a pas abouti « *Nous étions au nombre de 10. Chacune cotisait 2000 par jour soit 20000. Mensuellement, chaque cotisante devait percevoir 600000f sur une période de 10 mois. Malheureusement je n'ai pas pu entrer en possession de mes fonds. Il y a eu détournement au niveau des initiatrices.* »

Il y a vraiment des risques liés à la gestion financière. Une autre femme nous fait remarquer qu'il y a des risques liés à ce métier : « il y a des semaines où on gagne bien surtout pendant les fêtes ; mais à des périodes, il n'y a pas de clientes comme pendant la rentrée scolaire. Aussi quand la maladie survient, tu peux dépenser toutes tes économies ; on ne peut pas prévoir ». La variabilité des revenus rend difficile la planification financière et accentue la vulnérabilité économique. L'absence d'outil de gestion financière occasionne aussi le manque de matériels pédagogiques

L'absence de matériels modernes (sèches cheveux, casques, produits de qualités) limite l'acquisition de compétence technique avancée et empêche les apprenties d'être compétitives face aux salons plus professionnels. Parmi les écoles de formation et centres de service visités, celui de TUO Fozié, (centre de service civique à Bouaké), les

responsables confirment que les déscolarisées achèvent difficilement leur parcours de formation. Ils révèlent aussi que la formation est lente compte tenu des insuffisances des matériels. L'école a besoin d'être équipée en vue de répondre à la forte demande.

Dans le même ordre d'idée, les propos des responsables administratifs (agents municipaux chargés des affaires sociales, les représentants des ministères de la femme, de l'enfant et de la famille, les responsables de centres de formation aux métiers de coiffure féminine) sont convergents. Selon eux, l'existence et l'usage d'outil de gestion financier tels que le cahier de recettes et dépenses, les tableaux de suivi hebdomadaire, les applications mobiles de micro comptabilité ou encore les systèmes simplifiés de prévision budgétaire apparaissent comme des facteurs essentiels de professionnalisation ou d'autonomisation de cette activité. C'est dans cette même optique que KOUAKOU Affoué Charlotte a évoqué l'introduction des outils de gestion financière chez les planteurs de café-cacao. Elle lie la situation précaire de ces planteurs à leur gestion financière annuelle. Elle précise que l'appauvrissement des paysans est le fait que l'Etat ne les aide pas à mieux organiser les revenus financiers comme il le fait pour ses fonctionnaires et ses agents. Ils sont laissés pour compte (KOUAKOU Affoué Pascale Charlotte, 2013). Elle poursuit en affirmant que la majorité des planteurs ont un niveau d'instruction faible. Cela explique leur manque de planification dans la gestion financière pendant la période de commercialisation de leurs produits.

Outre la gestion financière, nous convoquons deux autres variables que sont : le statut social et l'organisation interne du travail.

II-1-6 Le statut social et l'organisation interne du travail

Le métier de coiffure souffre encore d'une faible valorisation institutionnelle. Dans la plupart des salons visités, les coiffeuses exercent dans l'informalité, il est rarement associé à statut professionnel formel ou à une reconnaissance légale. En dépit de sa fonction économique importante, les coiffeuses et apprenties manquent de statut professionnel officiel. Elles vivent dans la précarité des conditions de travail voire une absence de protection sociale. Elles sont confrontées à une faible formalisation de l'apprentissage. Cette situation limite l'accès à la protection sociale, au financement, à la formation continue et à la mobilité professionnelle.

Les coiffeuses soutiennent qu'elles n'ont pratiquement pas accès aux crédits auprès des institutions financières (banques, microcrédits...). Dans le discours des enquêtées, l'une d'entre elles dit ceci : *« les banques nous demandent trop de papiers. Comme on travaille sans reçus ni contrats, on ne nous prend pas au sérieux. Ils se méfient de nous parce qu'ils disent qu'on peut ne pas rembourser leur argent »*. Ce témoignage illustre l'exclusion financière des travailleuses informelles qui ne disposent pas des garanties exigées pour accéder aux financements. Souvent, la coiffeuse est perçue comme une petite entrepreneure, travailleuse indépendante

de survie, ce qui minimise la complexité réelle de son métier et sa contribution à l'économie locale.

III- Discussion des résultats

Cette étude a pour objectif d'analyser la professionnalisation du métier de la coiffure comme levier de l'insertion sociale des filles déscolarisées. Les résultats obtenus à Bouaké mettent en évidence le rôle central de la coiffure féminine dans l'acquisition de compétences, l'autonomisation économique et la reconstruction du lien social. Notre discussion s'appuie à la fois sur les cadres théoriques mobilisés (théories du capital humain, théorie du développement par le travail décent, théorie de l'insertion socio professionnelle) et sur la confrontation avec des travaux antérieurs menés sur le sujet.

A la lumière du capital humain (BECKER, 1964), les résultats montrent que la formation par apprentissage dans les salons de coiffure permet aux filles déscolarisées d'acquérir des compétences techniques et sociales directement valorisables sur le marché du travail. Cette observation rejoint directement les travaux de PSACHAROPOULOS et PATRINOS (2018, p 50), qui soulignent que les formations professionnelles informelles jouent un rôle clé dans l'amélioration des capacités productives des populations faiblement scolarisées.

De même, BOURDIEU (1986, p30), met en évidence que le capital humain, lorsqu'il est combiné à des réseaux sociaux peut favoriser l'insertion économique. Ainsi, les salons de coiffure constituent des espaces de socialisation

professionnelle (patronnes-apprenties-clientes) facilitant l'accès à l'emploi et aux opportunités économiques.

Cependant comme montre WALTHER (2006), l'acquisition de capital humain dans le secteur informel demeure limitée par l'absence de certification officielle. Les résultats de cette étude confirment cette limite. Malgré ces acquis, les filles déscolarisées restent cantonnées à des emplois précaires avec peu de perspectives.

Quant à la théorie du développement par le travail décent, l'OIT met l'accent sur la qualité de l'emploi et les conditions de travail. Les résultats montrent que la coiffure contribue à l'autonomie financière et à la dignité sociale des femmes, ce qui rejoint les conclusions de KABEER (2012) sur le lien entre travail rémunéré et autonomisation féminine. Toutefois, à l'instar des travaux de CHEN (2012) sur l'économie informelle, l'étude révèle que les conditions d'exercice du métier restent éloignées des modèles de travail décent : absence de protection sociale et manque d'équipement. Ces constats corroborent également les analyses de MEAGHER (2010), qui soulignent que les métiers informels féminins, bien qu'essentiels à la survie économique, reproduisent des formes de vulnérabilité structurelle.

Enfin la théorie des capacités développée par AMARTYA SEN (1999,2005) offre un cadre analytique particulièrement pertinent pour interpréter l'absence ou la faible maîtrise des outils de gestion financière observés chez les coiffeuses enquêtées. Selon cette approche, le développement ne se réduit pas à l'augmentation des revenus, mais repose sur la capacité réelle des individus à transformer les ressources disponibles en liberté effective

et en opportunité durable. L'étude montre que bien que les coiffeuses génèrent des revenus à travers leur activité, ces ressources économiques ne favorisent pas l'amélioration durable de leur condition de vie. L'absence d'outils de gestion financière (cahier de comptes, épargne structurée, planification budgétaire) limite leur capacité à sécuriser leur activité. Cette situation illustre ce que SEN qualifie de déficit de capacité, c'est-à-dire l'incapacité à convertir une ressource en véritable liberté économique. Ces résultats rejoignent les travaux empiriques de KABEER (2012), qui montre que l'accès à un revenu, sans accompagnement en compétences financières et décisionnelles, ne garantit pas l'autonomisation des femmes.

Dans le cas des coiffeuses étudiées, l'absence d'outils de gestion réduit la possibilité de constituer une épargne, d'investir dans du matériel moderne ou d'accéder au crédit. Cette contrainte limite leur capacité à faire évoluer leur activité au-delà de la simple survie quotidienne. Les travaux de MAYOU (2001) sur le micro-entrepreneuriat féminin confirment que sans compétences financières de base, les femmes restent enfermées dans des activités à faible productivité, même lorsqu'elles travaillent de manière intensive.

Par ailleurs, la théorie des capacités permet de comprendre que cette situation ne révèle pas uniquement de choix individuels mais de facteurs de conversion défavorables (SEN, 1999). Dans le contexte étudié, ces facteurs incluent l'absence de formation en gestion financière dans les parcours d'apprentissage, la pression de la responsabilité

familiale, l'informalité du secteur et l'exclusion des dispositifs bancaires et institutionnels.

Ainsi à la lumière de la théorie des capacités et des travaux empiriques associés, l'absence d'outils de gestion financière apparaît comme un obstacle majeur à la professionnalisation du métier de la coiffure. Elle empêche les femmes de convertir leur activité en une véritable opportunité d'insertion socio-professionnelle durable, renforçant la pauvreté plutôt que l'autonomie à long terme.

IV- Synthèse

En définitive, la synthèse des résultats suggère deux approches complémentaires pour renforcer l'insertion sociale des filles déscolarisées à travers la professionnalisation du métier de la coiffure.

Premièrement, l'approche intégrée met l'accent sur une formation professionnelle globale allant au-delà du simple apprentissage technique de la coiffure. Elle intègre les dimensions transversales telles que l'éducation à la vie sociale, les notions de gestion et d'entrepreneuriat. Cette approche permet non seulement de doter les bénéficiaires de compétences professionnelles solides mais aussi de renforcer leur autonomie et leur capacité à s'insérer durablement dans la société.

Deuxièmement, l'approche partenariale et institutionnelle repose sur l'implication coordonnée des différents acteurs, notamment les centres de formation, les pouvoirs publics et les professionnels du secteur de la coiffure. Cette collaboration favorise la mise en place de cadre de formation

adapté, l'accès aux stages, l'accompagnement à l'installation professionnelle et la reconnaissance du métier. Elle contribue ainsi à créer un environnement favorable à une insertion socio professionnelle efficace et pérenne des filles.

En somme, la combinaison de ces deux approches apparaît essentielle pour faire de la professionnalisation du métier de la coiffure un véritable levier d'insertion sociale capable de répondre aux besoins économiques et sociaux des filles déscolarisées tout en participant au développement local.

Conclusion

L'objet de la présente étude est d'examiner comment la professionnalisation du métier de la coiffure peut contribuer à l'insertion sociale des filles en général, mais les déscolarisées en particulier dans la ville de Bouaké. A partir des données recueillies sur le terrain, il ressort que le métier de la coiffure constitue une opportunité significative d'accès à une activité génératrice de revenus pour ces jeunes femmes. Cette activité leur permet non seulement d'assurer une autonomie financière partielle, mais aussi de renforcer leur estime de soi, d'améliorer leur statut social au sein de leurs différentes familles et de leur communauté.

Cependant, l'étude met également en évidence plusieurs limites à cette insertion. L'absence d'outils de gestions financières structurés, la faiblesse de l'accès aux dispositifs de formation certifiés, l'instabilité des revenus et les conditions de travail précaires constituent des obstacles

importants qui freinent la consolidation de parcours professionnels durables dans le contexte observé à Bouaké. En dépit de ces difficultés, le métier de la coiffure représente un levier pertinent de l'insertion sociale des filles déscolarisées à Bouaké. Son efficacité dépend étroitement de la structuration du secteur, du renforcement des compétences transversales, notamment en gestion financière et de l'amélioration des conditions de travail.

Une approche intégrée associant les collectivités territoriales, les institutions de formation et des acteurs de la recherche pour transformer la coiffure féminine en un véritable vecteur de développement local inclusif et d'autonomisation durable des filles s'impose.

En définitive, promouvoir la professionnalisation de la coiffure comme stratégie d'insertion sociale constitue une voie prometteuse pour l'autonomisation des filles déscolarisées et la réduction des inégalités sociales. Il est donc pertinent de renforcer les politiques et programmes axés sur la formation professionnelle féminine, tout en ouvrant des perspectives de recherche futures sur l'impact à long terme de ces initiatives sur le développement social et économique.

Bibliographie

- Agence Emploi Jeunes (AEJ) 2019. *Offre de formation : formation au métier de la coiffure et esthétique-Bouaké (session 2019)* ; Agence emploi jeunes -portail des formations, p.112

- AKINDES François, 1995. *Question de pauvreté rurale, d'emploi et de sécurité alimentaire*, sommet mondial pour le développement social (Copenhague), FAO, Rome, 80 p
- Assises nationales des femmes en Côte d'Ivoire - Rapport 2024, unwomen.org, consulté le 10 déc. 2025
- Banque Mondiale, 2000. *Combattre la pauvreté*, 381p
- Banque Mondiale, 2022. *Poverty and shared Prosperity Report 2022*
- BECKER Gary Stanley, 1964 *HUMAN CAPITAL: a theoretical and empirical analysis, with special reference to education*, Chicago: University of Chicago press, 370
- Bureau régional OIT, Abidjan, 2021. *L'emploi et de l'économie informelle en Côte d'Ivoire*, document en ligne consulté le 30 nov. 2025
- CHEN Martha Alter, 2012. *The informal economy: definitions, theories and policies*, Wiego working paper n°1 Cambridge, MA: Wiego, 28 p
- Côte d'Ivoire Institut National de la Statistique INS, 2021, 200 p
- DE Soto Hermando Pelar, 2000. *The mystery of capital; why capitalism triumphs in the west and fails everywhere else*, New York: Basic Books, 288 p
- Fonds de développement de la formation professionnelle (FDFP). Documents et projets-FDFP Côte d'Ivoire en ligne consulté le 10 nov. 2025
- Gouv. CI, 2022. *Statistique relative à la situation de la femme en Côte d'Ivoire*, consulté le 12 déc. 2025

- KABEER Naila, 2012. *women's economic empowerment and inclusive growth labour market enterprise development, international development research central (DRC), Ottawa, 123p*
- Ministère de la femme, de la famille et de l'enfant (MFFE), 2018. *Bilan annuel 2018 et perspectives - ministère de la femme, de la famille et de l'enfant, république de Côte d'Ivoire. Abidjan, 17 p*
- Organisation internationale du travail (OIT), 2019. *Travail décent. Genève BIT, 120 p*
- Organisation internationale du travail (OIT), 2020. *Autonomisation économique des femmes et travail décent, Genève : BIT, 127 p*
- Projet SWEDD, 2020. *Rapport annuel 2020 SWEDD : Programme pour autonomisation des femmes et élimination de la violence basée sur le genre, 68 p*
- Regional Multidimensional Poverty Index Brief-Subsaharian Africa, PNUD OPHI. 2022, 116 p
- SEN Amartya Kumar, 2005. *Human rights and capacities, journal of Human development, pp151-166.*